

Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



RIGES

ISSN: 2521-2125

Numéro 7

Décembre 2019



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel KANGA**, Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOUOT** Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO** N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **AKIBODÉ** Koffi Ayéchoro†, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **BOKO** Michel, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANO** Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO** Kokou Henri, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP** Amadou, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW** Amadou Abdoul, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP** Oumar, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU** Anselme, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY** Assa Théophile, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, UL (Togo)

EDITORIAL

La création de RIGES résulte de l'engagement scientifique du Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RIGES est une revue généraliste de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des mutations en cours issues des désorganisations structurelles et fonctionnelles des espaces produits. La revue maintient sa ferme volonté de mutualiser des savoirs venus d'horizons divers, dans un esprit d'échange, pour mieux mettre en discussion les problèmes actuels ou émergents du monde contemporain afin d'en éclairer les enjeux cruciaux. La dynamique paysagère, la gestion foncière, la distribution des produits vivriers, l'insécurité urbaine, les migrations, l'intégration des gares routières dans le tissu urbain, le développement local, les questions sanitaires ont fait l'objet d'analyse dans ce présent numéro. RIGES réaffirme sa ferme volonté d'être au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent aux enjeux, défis et perspectives des mutations de l'espace produit, construit, façonné en tant qu'objet de recherche. A cet effet, RIGES accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

Secrétariat de rédaction

KOUASSI Konan

COMITE DE LECTURE

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire).

Sommaire

<p>BOUKPESSI Tchaa, ADRIKA Nafiou, KOUMOI Zakariyao</p> <p><i>Dynamique de la végétation et état actuel de la flore du plateau de l'Adélé (Centre-Togo)</i></p>	7
<p>Sylvestre Abiola CHAFFRA, Toussaint Olou LOUGBEGNON, Jean Timothée Claude CODJIA</p> <p><i>Analyse de la distribution de l'avifaune du Bénin en relation avec les différents écosystèmes : essai cartographique et perspectives de conservation des habitats d'intérêt écologique</i></p>	25
<p>KOFFI Kan Emile, KOUASSI Kouamé Julien, ETTIEN Zénobe N'dadja</p> <p><i>Mutations paysagères dans la forêt classée de Foro-Foro (Centre, Côte d'Ivoire) dans une région en crise</i></p>	50
<p>OUREGA Kouessi Remi Stephane, KONAN Kouadio Eugène, KOLI BI Zuéli</p> <p><i>Occupation de l'espace dans un contexte d'évolution démographique dans la sous-préfecture de Korhogo (Côte d'Ivoire)</i></p>	65
<p>BA Aïcha Idy Seydou Wally, DIOUF Adama Cheikh, CISSOKHO Dramane</p> <p><i>Analyse des modes de gestion foncière dans le delta du fleuve Sénégal : exemple des communes de Diama, Gandon et Ronkh</i></p>	77
<p>Moussa TOURE, Siaka DOUMBIA</p> <p><i>Analyse de la gestion coutumière des espaces agricoles dans le cercle de Dioïla au Mali</i></p>	88
<p>KONAN Kouamé Hyacinthe</p> <p><i>La gestion participative, une solution à l'orpaillage clandestin au nord de la Côte d'Ivoire</i></p>	105
<p>THIOR Mamadou, SANE Tidiane, MBALLO Issa, BADIANE Alexandre, SY Oumar, DESCROIX Luc</p> <p><i>Contraintes à la production rizicole et reconversion socioéconomique dans la commune de Diembering (Sénégal)</i></p>	118
<p>Codjo Clément GNIMADI</p> <p><i>Rôle des coopératives de producteurs d'ananas dans la réduction de la pauvreté dans la commune d'Allada au sud du Bénin</i></p>	133

DIALLO Mary, COULIBALY Katchenin Aminata, ASSUÉ Yao Jean-Aimé <i>Contributions des femmes rurales aux ressources des ménages dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo (Nord, Côte d'Ivoire)</i>	148
KOUMAN Kouassi Alain, KOUASSI Patrick Juvet, GOGBE Téré <i>Action municipale et développement de la ville de Man (ouest de la Côte d'Ivoire)</i>	162
Lamourdja BIALI, Iléri DANDONOUGBO, Komi N'KERE <i>Les facteurs de l'insécurité à Lomé dans un contexte de croissance urbaine</i>	179
KAKOU Golly Mathieu, KOUAME Carine Natacha, AMAND M'boh Serge <i>La gare routière de Bonoua et ses implications socio-économiques et environnementales</i>	197
GBANFLIN N'dri Amos, ALOKO-N'guessan Jérôme <i>Insertion des gares routières spontanées dans le tissu urbain de Yopougon (Abidjan, Côte d'Ivoire)</i>	214
Ibrahima Faye DIOUF, Mamadou Bouna TIMERA, Papa SAKHO <i>Migration de retour des diplômés sénégalais de France et investissement citoyen au Sénégal</i>	231
SAMAKE Charles, FOFANA Sory Ibrahima <i>Analyse des déterminants de la mortalité des enfants de 0 à 5 ans dans la commune rurale de Miena/cercle de Koutiala (Mali)</i>	245
KOUAME Koffi Fiacre, KOUAME Dhede Paul Éric, LOUKOU Alain François, DJAKO Arsène <i>Les disparités d'usage éducatif du smartphone dans les établissements secondaires de la région de la Marahoué (Centre-Ouest, Côte d'Ivoire)</i>	261
MAFOU Kouassi Combo <i>Migrations agricoles à Bonon: de la fin des mouvements d'aller-retour à la sédentarisation des populations</i>	278
YEBOUE Konan Thiéry St Urbain <i>Problématique de la consommation du riz importé dans les bassins de production du riz local du centre de la Côte d'Ivoire</i>	293

Philippine SONON, Abou-Bakari IMOROU

Santé publique et sciences sociales : quels apports, quelle convergence pour la compréhension des difficultés d'appropriation de l'offre contraceptive biomédicalisée à Zè (Sud-Bénin) ?

312

MIGRATION DE RETOUR DES DIPLOMES SENEGALAIS DE FRANCE ET INVESTISSEMENT CITOYEN AU SENEGAL

Ibrahima Faye DIOUF, Laboratoire de Géographie humaine,
Université Cheikh Anta Diop (Dakar).

Email : Ibrahima.fayediouf@gmail.com

Mamadou Bouna TIMERA, Professeur assimilé,
Laboratoire de Géographie Humaine (Dakar)

Email : Mamadou.timera@ucad.edu.com

Papa SAKHO, Professeur assimilé,
Laboratoire de Géographie Humaine (Dakar)

Email : Papa.sakho@ucad.edu.com

Résumé

Cette article est une réflexion sur les logiques citoyennes qui sous tendent la migration de retour des diplômés sénégalais de France. Il s'appuie sur l'analyse des discours afin de mettre en exergue les motivations profondes du choix du retour. Les résultats montrent que le retour des diplômés Sénégalais depuis 2010 répond à des considérations économiques, sociales, mais aussi citoyennes. Si pour certains, le retour renvoie à un attachement à la nation, un devoir citoyen, pour d'autres il est motivé par des possibilités d'insertions professionnelles plus importantes grâce à leurs profils de formation. Pour ces derniers, l'engagement citoyen est un effet positif induit. A travers la qualité de leur formation, de leur occupation professionnelle, ils participent à l'émergence économique du Sénégal. Ces motivations passent aussi par un engagement associatif à travers l'association «*Back to Galsen*», qui œuvre dans l'accompagnement des diplômés du retour.

Mots-clés. Migration de retour, citoyenneté, Sénégal, diplômés, «Brain Drain», « Brain Gain».

Abstract

This article is a study on the citizens' way of thinking that underlies the return migration of Senegalese graduates in France. It is based on the analysis of speeches in order to highlight the deep motivations of the return option. The results show that the return of Senegalese graduates since 2010, is dependent on economic, social and civic considerations. If according to some, the return means an attachment to the home nation, a civic duty, others think it is motivated by more professional insertions opportunities thanks to their training profiles. For the latter, citizen commitment is an induced positive effect. Through the quality of their training, their professional occupation, they take part in the economic development of Senegal.

These motivations are also favored by an associative commitment through "Back to Galsen", which works in the accompaniment of graduates of the return.

Keywords: Return migration, citizenship, Senegal, graduates, "Brain Drain", "Brain Gain".

Introduction

Si la mobilité estudiantine s'inscrit dans les dynamiques de la mondialisation, de flux de biens, de services et de capitaux dont humains (Pellerin, 2011, p.58), le rapport entre la migration internationale et la citoyenneté interroge les problématiques aussi multiples que celles relatives à l'intégration des migrants dans les pays d'accueil à travers l'assimilation, la question de la double appartenance, mais aussi l'enjeu du retour. En effet, dans les zones de départ, ce sont les enjeux liés à la «fuite des cerveaux» qui se posent avec acuité dans un contexte concurrentiel de course aux talents où les pays du Nord mettent en place un ensemble de dispositifs pour attirer les meilleures compétences dans le cadre de l'immigration choisie. Cette fuite en avant cache mal les initiatives pour le retour des diplômés dans leurs pays d'origine. Cela se traduit par l'apparition de nouveaux concepts dans la littérature scientifique, le «*brain drain*» (gain des cerveaux), le «*brain exchange*» (récupération des compétences) ou le «*delayed return*» (retour différé), car de l'avis de Ridha Ennafaa (2008, p.26), la migration ne constitue pas une perte irréversible pour les pays de départ.

Cette forme de migration a animé des courants théoriques qui vont des approches classiques et néoclassiques à celles du capital humain et du cycle de vie des migrants. Longtemps abordée sous un angle économique, de réduction des risques et/ou de calculs coût-bénéfices (King, 2000, cité par Pigué p.145), la problématique du retour prend désormais en compte des variables sociologiques, d'attachement au lieu d'origine, de compétences acquises qui faciliteraient l'insertion professionnelle du migrant.... Au-delà des considérations d'acteurs économiques rationalistes, les démarches citoyennes interagissent avec ces motivations sous-tendant le choix du retour. Une citoyenneté vue comme une appartenance à un territoire communautaire et politique, et qui se déploie à la fois comme une qualité, laquelle est acquise par ceux qui s'investissent par l'accomplissement d'actes civiques (Catherine Wihtol De Wenden, 2017, p.115), mais aussi comme droits dans le cadre de l'exercice d'un pouvoir politique. Des interrogations multiples se posent ainsi quant aux motivations du retour des migrants dans leur pays d'origine.

La migration de retour des diplômés sénégalais de France met en évidence les relations séculaires entre les deux pays et prend en considération des logiques différentes: économiques, sociales, culturelles, émotionnelles.... En effet, la France reste une destination privilégiée pour les étudiants sénégalais. Quatrième pays

africain en termes d'effectifs étudiants en 2014, et premier en Afrique subsaharienne (Campus France, 2016, p.7), le nombre d'étudiants sénégalais est estimé à 8800.

La forte présence de la communauté étudiante en France s'explique par des raisons multiples, analysées en termes économiques, de rejets (*push factors*) pour le pays de départ comme le Sénégal, mais aussi d'attractivité de la France. Les conditions d'études dans les universités sénégalaises, confrontées à des effectifs pléthoriques, aux manques de moyens didactiques et à l'inadéquation des formations par rapport à certains débouchés, sont autant de raisons qui alimentent la volonté de départ pour des universités du Nord. Par ailleurs, les conditions favorables de recherche, un meilleur contexte socio-économique, les possibilités de vivre une expérience multiculturelle (Davis, 1995 cité par Kabbadji, 2013, p.310), et l'obtention des diplômes plus valorisants, sont évoqués comme des déterminants de la migration internationale. Cette volonté de renforcer ces compétences et ses expériences permettent à l'individu d'acquérir un certain niveau de revenus à travers une meilleure insertion dans le marché international du travail. L'idéologie dominante de pertes de compétences des pays du sud au profit des nations occidentales, analysée sous l'angle de l'inégalité de développement, est légèrement tempérée par le renforcement de compétences et d'expérience au profit des pays en développement.

En effet Dia (2005, p.145) montre ainsi que les défenseurs de la thèse «internationaliste» s'érigent contre la vision du «tout négatif» du phénomène de «la fuite des cerveaux». L'analyse des parcours migratoires des diplômés de retour illustre ce positionnement. Il renvoie au concept de «Brain Gain» avec des transferts de connaissances et compétences qui contrebalanceraient les impacts négatifs de la fuite des cerveaux. Ces nouveaux concepts poussent à une relecture des migrations de compétences dans un contexte de mondialisation (Ibid, 2005, p.145). Dans le cadre de cet article, le rapport entre la migration et la citoyenneté est analysé par le prisme de la mobilité de retour des diplômés sénégalais de France. Quelles sont les considérations citoyennes qui animent les migrants diplômés de retour de la France? Comment se manifestent leurs engagements citoyens?

L'étude repose sur l'hypothèse que les motivations de retour sont empreintes de logiques citoyennes, qui passent par la volonté des diplômés de retour de participer au devenir de la nation sénégalaise tant par l'exercice de leur droit politique que pour renforcer la croissance économique du pays. Elle analyse dans une première partie, la réalisation des diplômés de retour à travers les stratégies d'insertions professionnelles, avant de mettre l'accent sur les considérations citoyennes et les démarches entreprises dans la promotion du retour de la diaspora au Sénégal.

1- Méthodologie

La migration de retour est définie comme le retour d'une personne à son lieu de départ ou pays d'origine après un séjour d'une année au moins à l'étranger¹. L'approche qualitative a été privilégiée dans l'analyse du rapport entre citoyenneté et migration de retour des diplômés sénégalais de France, car cette étude repose sur l'analyse des discours des migrants afin de mettre en évidence les logiques du retour.

La cible concerne ceux qui ont fait le choix de manière volontaire. Le travail de recherche a été fait sur une population de 30 diplômés de retour, choisis sur la base de réseau de connaissance mais aussi par l'intermédiaire des associations des diplômés de retour, par effet boule de neige. La variabilité des profils des migrants a été prise en compte dans le choix des enquêtés afin d'obtenir une cible plus hétérogène. C'est ainsi que des entretiens semi-directifs ont été faits, du 25 janvier au 07 mars 2018, auprès de ces diplômés de retour de la France depuis 2010. Le choix a été fait de se limiter aux migrants de retour installés à Dakar. Cette démarche s'explique par le poids économique et démographique de la capitale sénégalaise, avec des opportunités plus grandes en termes d'insertions professionnelles. Le profil des migrants a été fait à travers des questions fermées qui permettent de recueillir des données sur l'identifiant du migrant: l'âge, le sexe, la formation professionnelle, date d'entrée en France.

L'intérêt porté à cette problématique s'explique par notre expérience migratoire, en tant que diplômés de retour. Cela a posé d'emblée la question de la distanciation par rapport à l'objet d'étude dans un souci d'objectivité scientifique. Notre parcours migratoire a certes enrichi le travail de recherche, il nous pousse néanmoins à une démarche autoréflexive et critique par rapport à notre travail.

L'analyse du corpus permet de mettre en évidence que le retour est perçu comme un processus de réalisation personnelle à travers l'obtention d'un emploi rémunérateur ou par la concrétisation d'un projet de création d'entreprises. L'engagement citoyen, voire militant, transparait aussi dans le choix du retour du migrant ; un engagement qui passe par la volonté des acteurs de participer plus dynamiquement au développement du pays.

2- Résultats

2.1 Investissement des diplômés de retour au Sénégal : entre émancipation et réalisation socio-économique

Les cadres conceptuels mobilisés, dans l'étude de la migration internationale, sont applicables à l'analyse de la migration du retour. L'approche de la migration par le capital humain fait apparaître les deux faces du phénomène: la migration est d'une part une stratégie d'accroissement du capital humain grâce à l'accès aux universités et écoles de formations françaises. Elle encourage le retour grâce à des possibilités d'insertion considérées comme plus élevées. C'est un «*capital culturel*» (Bourdieu, 2012 cité par Leib Julia, 2016, p.237) acquis par les migrants qui renvoie au prestige symbolique de l'éducation internationale qui pourra être valorisé de retour au Sénégal. L'insertion des migrants de retour interroge la valorisation des compétences acquises au cours de formations universitaires.

Il est important de relever que les espoirs, en termes d'insertion sont une des conditions du choix du retour. Le processus d'insertion est une longue démarche qui commence pour certains depuis la France. Le choix du retour au Sénégal pour ces diplômés s'analyse à travers les profils socio-scolaires des migrants. Dans les populations cibles interrogées, les formations dans le domaine des services sont très présentes.

Tableau 1. Profils des migrants de retour

Audit et Finance	3
Economie	3
Géoscience/ géologie	1
Gestion	3
Informatique	2
Droit et ressources humaines	3
Sociologie,	1
Langues	3
Géographie	1
Ensemble	20

Source. Enquêtes, 2018

Les profils des migrants évoqués dans le tableau ci-dessus ne concernent que ceux qui ont répondu à l'item «formation», 20 sur une cible de 30 diplômés.

A travers ces choix de formations, la question du retour était déjà intégrée dans les logiques migratoires. Les cursus jugés plus valorisants et plus adaptés au marché du travail sont mis en évidence par les acteurs dans le choix des parcours universitaires. La prédominance des profils «économie, finances, gestion, informatiques» fait échos à la recherche par les migrants de «*positions concurrentielles et de compétences flexibles et*

transversales» (Pellerin, 2011, p.64), et qui motivent l'obtention d'au moins deux masters par un peu plus de la moitié des cibles interrogées. La transformation du secteur privé à Dakar, avec la multiplication des filiales de grands groupes étrangers, alimente le besoin de compétences, généralement selon des standards internationaux. En effet, le secteur tertiaire au Sénégal est très dynamique, 60,3% de par dans le PIB et 22,4% (Atlas, 2015) de la population active particulièrement à Dakar qui reste le principal réceptacle de la migration de retour professionnel.

La démarche des migrants de retour au Sénégal interroge le caractère circulatoire de la migration. Pour l'essentiel, la durée du séjour en France dépasse les huit (8) années¹ et le choix du retour a été fait deux ans en moyenne après la fin des études. Ce décalage s'exprime par la volonté des acteurs de préparer le retour à travers un ensemble de stratégies de recherche d'informations, mais aussi de préparations psychologiques, économiques et matérielles de leur réinsertion au Sénégal.

La compréhension des possibilités d'insertion socioprofessionnelle se fait par l'entremise d'amis ou grâce aux réseaux professionnels sur internet. Des réseaux de la diaspora qui se développent et se structurent sur les plateformes numériques, sont des outils de collecte, de diffusion et de gestion d'informations utiles pour les migrants qualifiés. Pour Dia (2005, p.163), «*ces réseaux constituent un ensemble de stratégies d'accumulation de capital social et un moyen de reproduction des relations sociales. Une étude sur l'usage de l'Internet montre que les interrelations entre les étudiants sénégalais et leurs communautés sont fortes*».

Les retours temporaires au Sénégal pendant les vacances, sont aussi des occasions pour se renseigner sur le marché du travail et les possibilités de porter des projets professionnels. Cette circulation migratoire est axée sur des va-et-vient entre la France et le Sénégal. Les diplômés de retour affirment être rentrés souvent au Sénégal durant leur cursus universitaire (3 fois en moyenne).

«A partir de la licence, les vacances étaient l'occasion de faire un stage et de m'imprégner sur les possibilités d'insertion à Dakar. A chaque fois que je viens, j'essaye de valoriser mes vacances du point de vue professionnel. Je me suis par ailleurs inscrit après dans le réseau de l'association des DRH du Sénégal, cela m'a permis d'être au courant des opportunités dans ce domaine». (D.y.S. 34 ans).

Ces expériences migratoires restent importantes, car elles demeurent une pièce maitresse dans le choix du retour et les modes de réinsertion des migrants. Elles permettent aux migrants de mesurer les circonstances et les changements intervenus dans les pays d'immigration et d'origine afin de mieux comprendre les modes de réintégration dans le pays d'origine (Cassamiro, 2007, p.22).

La migration est ainsi autant une démarche individuelle qu'une logique familiale, voire communautaire. Le cercle familial et amical élargi a participé à la prise de

¹ L'analyse des résultats montre que les migrants sont partis en France entre 2000 et 2006. Une première expérience migratoire pour eux ; car l'essentiel des enquêtés ont fait le choix de migration juste avec le baccalauréat à l'âge de 18-20 ans.

décision du retour. 31,7 % des fréquences de réponses attribue aux parents (28,6% père et 7,1% mère) (Diouf, 2018) une majeure dans la démarche du retour. Cette interaction mutuelle entre la famille et le migrant renforce ce dernier dans ses stratégies migratoires.

Les stratégies entrepreneuriales ont concerné une partie des migrants de retour. Elles passent par des tentatives de créations de Petites Moyennes Entreprises ou de startups dans des domaines aussi variés que celui de la consultance en informatique, du cabinet conseil en Droit, de la distribution, de la cartographie, gestion de projet.... Ces projets d'entreprises, débutés pour certains en France, sont portés par les acteurs dès leur retour. Ils représentent un tremplin en attendant d'autres opportunités dans des structures formelles en tant que salariés. Les partages d'expériences, la qualité du service offerte et la promotion personnelle à travers une autonomie apparaissent dans les motivations des porteurs de projets. Les expériences entrepreneuriales ont tourné cours pour les quelques diplômés de retour (7 sur un total de 30 enquêtés)² qui ont tenté l'expérience après l'obtention d'un emploi salarié. D'autres mènent en parallèle leurs activités économiques. Le bilan des activités entrepreneuriales est jugé mitigé par les concernés. Le manque de réseaux et de recommandations, de crédibilité et de référence sont autant de contraintes soulevées dans l'exercice de leurs activités respectives. Cela s'ajoute les difficultés financières, car la plupart des projets ont été montés sur fonds personnels, seul ou a plusieurs.

« Quand j'ai fait le choix du retour, j'étais motivé par la volonté de renforcer la qualité du service au Sénégal dans le domaine informatique, de participer à la formation des jeunes, mais aussi d'avoir une autonomie financière. Mais j'ai appris qu'au Sénégal, tu ne peux pas gagner de marché si tu n'as pas de référence, si tu n'as pas déjà exécuté un projet. Tu manques de crédibilités et de réseaux »
(T.F, 32 ans).

Le document national de migration au Sénégal donne écho à ses contraintes qui limitent la réussite de ses initiatives avec: les problèmes d'accès au financement, l'insuffisance d'offre financière adaptée au profil des migrants entrepreneurs.... (DPNMS, 2018) Au-delà de ces contraintes, c'est le sens (direction et signification) donné par les migrants à leurs investissements qui est important, le soubassement citoyen de leurs différentes actions.

A Dakar, les diplômés de retour participent de par leurs investissements professionnels, à la marche économique du Sénégal. Leur engagement citoyen passe aussi par la promotion pour le retour à travers des associations d'aides au retour. La question du retour s'inscrit dans le caractère multidimensionnel de la migration

² Les choix entrepreneuriaux concernent majoritairement l'ouverture de cabinets de consultance et de conseils dans des domaines très variés en rapport avec le profil du migrant : consultance informatique, gestion ressources humaines, en droit, les Systèmes Information Géographiques (SIG).

(Piguet, 2013, p.144), qui intègre au-delà des logiques économiques, la démarche citoyenne du migrant. Cette citoyenneté fait aussi écho à la prérogative démocratique du citoyen-migrant à travers des formes d'engagement politique, économique et/ou social. Ces formes de citoyenneté nouvelles, intégrantes, (Ma Mung, 1998 p.11) permettent à des migrants de retour de s'investir dans le devenir dans leur pays d'origine à travers des formes de valorisation de leurs compétences. Malgré l'absence de statistiques sur le nombre de diplômés sénégalais de retour de la France, le phénomène est notable, un mouvement de fond de l'avis de Moïse SARR³, c'est un mouvement de fond, silencieux, qui passe inaperçu et qui ne fait pas la Une des journaux occidentaux.

2.2. Retour des étudiants : entre engagement citoyen et développement économique

La notion de citoyenneté articulée à la celle de la nation renvoie à un ensemble de libertés individuelles, de pensées, de paroles et d'actes, dont jouissent les acteurs. Les pratiques citoyennes passent par la reconnaissance de la primauté d'un intérêt public, collectif sur l'intérêt individuel (Martiniello, 2000, p.45). Elles nécessiteraient une conscience citoyenne, une compétence politique, dont les diplômés de retour sont investis. L'expérience migratoire qui passe aussi par le rapport à l'altérité a participé à l'enrichissement personnel, académique et moral, et œuvre au renforcement de leur engagement citoyen. Au-delà des considérations économiques qui sous-tendent le choix du retour des migrants, la participation citoyenne est mis en exergue par les acteurs. Elles apparaissent pour certains comme un choix assumé qui les pousse à rentrer au Sénégal. Pour d'autres, la démarche citoyenne apparait comme des effets positifs induits qui passent par leurs activités professionnelles.

«A travers la formation et accompagnement des jeunes étudiants. Mettre mes compétences aux services du pays, en participant à la dématérialisation de certains services à l'ADIE». (Ib.S, 32 ans).

Le retour est analysé comme un devoir, un engagement citoyen indispensable: un devoir par souci de restituer à la nation ce qu'on a reçu d'elle à travers l'engagement professionnel. C'est à travers les qualifications et expériences acquises au cours de l'expérience migratoire, restituées, que la citoyenneté se manifeste. Ces logiques font écho à la démarche de l'OIM à travers les projets MIDA (Mobilisation des Africains de la Diaspora pour le développement de l'Afrique), qui entrevoient au retour des diplômés la capacité de participer au développement de leur pays d'origine.

«On peut participer au développement du pays là-bas. Mais c'est différent. Un devoir de faire quelques choses pour le pays. J'ai cas même bénéficié d'une bourse de l'Etat du Sénégal. Le Sénégal appartient à ce qui rentre au bercail, essayer de changer les mentalités dans le monde professionnel». (P.D.D, 33 ans).

³ Moïse SARR est à la tête du service des étudiants sénégalais à l'étranger. Il est l'un des initiateurs de l'association «Back To Galsen»

L'expérience citoyenne passe déjà en France, par les engagements politiques travers la participation aux élections sénégalaises. La jouissance de leurs droits civiques et politiques, même à distance, est manifeste pour les acteurs-migrants. Les élections présidentielles de 2012 ont été pour certains, l'occasion de manifester leur citoyenneté sénégalaise par l'accomplissement de devoir civique. D'autres ont regretté le manque de cartes d'électeurs et les difficultés liées à l'accès aux points de vote, pour des raisons de distances. Cette citoyenneté fait écho de l'avis de Martiniello (2000, p.45.), à la «*capacité d'un individu à partir à participer à l'exercice du pouvoir au sein d'une communauté politique à travers le processus électoral*». Parallèlement à ces actes citoyens, les migrants de retour sont concernés par des participations associatives.

Des logiques de solidarités actives qui inscrivent les étudiants dans une recherche d'un prolongement de vie communautaire.

Les participations politiques apparaissent comme des manifestations d'appartenance à la communauté sénégalaise de la diaspora ; une volonté de participer au choix des futurs décideurs politiques. Un prolongement de cet engagement pour certain, à travers l'acte du retour, mais aussi par des participations à des structures politiques une fois au Sénégal.

La corrélation entre migration de retour et citoyenneté est perceptible ainsi à travers des démarches militantes de migrants, soucieux d'accompagner et de motiver les choix du retour. Dans le cadre de la mondialisation, la mobilité étudiante pousse l'Etat du Sénégal à s'inscrire dans une logique conquérante de promotion du retour des compétences. Certains gouvernements du sud mettent en avant le pays natal comme un lieu d'origine et d'appartenance pour inciter aux retours (Parvati Nair, 2013, p.14).

Si les retours des premiers diplômés des métropoles coloniales après les premières années d'indépendances étaient très encadrés par les administrations étatiques (Dia, 2005), ils sont aujourd'hui plus diffus et moins formels. Les démarches des premières élites des nations africaines postcoloniales reposaient (Traoré, 1984 cité par Dia, 2015, p.116) sur des principes d'émancipation politique. De plus en plus, la fibre nationaliste, la posture citoyenne sont agitées pour motiver les jeunes diplômés de France à œuvrer pour le développement économique du Sénégal. Les possibilités d'insertions professionnelles au Sénégal, versus les difficultés les contraintes liées à des discriminations en France sont mises en évidence. Une meilleure valorisation des compétences au service la nation, une meilleure reconnaissance du savoir-faire, l'équité dans le traitement professionnel, sont des arguments dont les migrants font siens. C'est dans cette logique que l'association «Back To Galsen: Retour au Sénégal»

(B2G). a été mise en place sous l'initiative de la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur³ en février 2014.

«B2G a un rôle de soutien pour ceux de désire rentrer. Nous tentons de recenser les potentialités de la diaspora et mettre en place un système de réseautage à travers des manifestations. L'association travaille avec une agence en Ressources humaines afin de mettre en place une plateforme d'insertion, de mise en contact avec des entreprises». (F.N. membre de B2G).

Cette association appropriée et pilotée par des diplômés de retour au Sénégal, s'est donnée comme crédo la promotion du retour des diplômés sénégalais. Leur démarche participe d'une logique citoyenne de co-construction du développement par le bas à travers l'engagement des compétences sénégalaises. L'association Back To Galsen est illustrative de la volonté d'acteurs bénévoles de participer leur engagement citoyen particulièrement à Dakar.

«La structure compte près de 20 personnes dans le bureau et plus de 10 000 membres sur Facebook. L'objectif repose sur un retour d'expériences qui passe par l'accompagnement des diplômés qui souhaitent rentrer. La participation à ce projet s'inscrit dans un processus d'engagement pur, un engagement citoyen». (Y.N SG de B2G)

Planche 1 : Journée de réseautage et d'information organisée par l'association B2G.

1a : Regroupement de migrants de retour 1b : Cérémonie de réseautage organisée par B2G



Source: Page Facebook de l'Association "Back To Galsen", 5 août 2016.

Malgré le manque de données sur l'impact sur l'insertion professionnelle, la structure a joué un rôle important dans la décision du retour. La structure s'est donné aussi comme objectifs de sensibiliser les jeunes écoliers sur les enjeux de la migration, surtout l'importance de la question du retour (Intervention dans différents lycée de Dakar). L'association «Back To Galsen» (B2G) offre une satisfaction ses services, l'objectif est de recenser le potentiel en termes de formation afin de les mettre en relation avec les entreprises. L'expérience migratoire a participé à renforcer la conscience citoyenne. Les activités de la structure tournent essentiellement autour de l'accompagnement des étudiants dans leurs projets d'insertion professionnelle: conseil, accompagnement, présentation des opportunités.... C'est dans cette optique que «la caravane de l'emploi et de l'entrepreneuriat» est prévue du 07 mars au 15 mars 2018 dans les grandes villes françaises (Paris, Toulouse, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux...) de concert avec la FESSEF (Fédération des Etudiants et Stagiaires Sénégalais de France) et le Service de

Gestion des Etudiants Sénégalais à l'Etranger.... Les thématiques retenues tournent autour de la problématique du retour des sénégalais de France, de la double appartenance: «Le regard des pays d'accueil sur l'immigration» ; «les dispositifs d'aide au retour et les opportunités, A-t-on une dette envers son pays?» ; «Rentrer est-ce un devoir?» ; «itinéraires parcours et trajectoires des migrants».

3. DISCUSSION

L'étude de cette forme migration montre toute la complexité des logiques qui sous-tendent les motivations des diplômés du retour. Elle montre la corrélation entre les actions citoyennes et la réinsertion socio-professionnelle des migrants au Sénégal.

Mieux, dans la logique des migrants, les pratiques citoyennes apparaissent comme des effets positifs indus d'une réinsertion socioprofessionnelle réussie. Les appréciations des migrants de retour par rapport à leur séjour en France sont positives. Ces appréciations de leurs expériences migratoires n'ont pas empêché le choix du retour. Les gains en termes d'expériences personnelles et professionnelles font de la migration internationale une plus value importante dans le parcours personnel. Ils sont consolidés par l'acquisition de connaissances et de diplômes valorisants mais aussi un renforcement de valeurs citoyennes et de construction de l'altérité. Cette vision positive de la migration n'occulte pas les ressentis évoqués par les acteurs, liés au statut d'étranger en France. Les démarches administratives de renouvellement des titres de séjours, les contraintes économiques, ressortent dans les discours comme des freins à leur émancipation. Cette émancipation fait référence à l'épanouissement individuel qui passe par la sortie d'une situation de subordination, une forme de servitude pour accéder à une certaine dignité (Lew, 2000, p.22). La migration de retour inscrit ainsi les diplômés dans une matrice de promotion sociale grâce à la mobilité. La réussite professionnelle met en évidence les logiques individuelles qui sous-tendent aussi la migration du retour. Les logiques émancipatrices, d'autonomisation, de réalisations sociales et économiques mettent le migrant-acteur au cœur des choix du retour ; un choix empreint de logiques différentes: économiques, citoyenne, sociale, familiale. Cela conforte les résultats des études menées dans le cadre du programme MAFE, qui ont montré que les migrants de retour au Sénégal, manifestent «un réel enthousiasme, un esprit de philanthropie avec l'idée de participer au développement du pays» (Flahaux et Kabbandji, 2013, p.315). Cette idée dont les diplômés de retour ont fait sienne renforce leurs convictions, que la recherche de promotion d'individuelle, les logiques familiales, concourent aussi à renforcer leur citoyenneté. Les engagements associatifs de certains migrants avec «Back to Galsen», traduisent la volonté des diplômés de restituer leurs expériences d'un retour et d'une réinsertion réussis, à travers un accompagnement pour une meilleure connaissance du contexte institutionnel de réinsertion. La migration de retour interroge la citoyenneté dans son acception la plus large qui prend en

considération, autant les droits civils et politiques que ceux socio-économiques. Pour les diplômés, le retour est en soi un acte citoyen, d'attachement à leur pays d'origine, de participation à l'exercice de leur pouvoir politique, mais aussi économique afin d'améliorer la situation économique du Sénégal. Elle met ainsi en exergue, les qualités morales et des compétences politiques (Martiniello, 2000 p.45) qui animent certains des migrants de retour, dans la reconnaissance de la primauté de l'intérêt public qu'ils doivent défendre.

Cette démarche met en évidence la corrélation entre migration et développement, qui est d'ailleurs largement documenté. Depuis les années 2000, la question du retour est traitée pour son impact positif dans les pays d'origine, à travers les transferts de compétences et de capital financier acquis à l'étranger (Kabbandji, 2000 p.315). Le projet TEKTEEN (Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals) mis en place par le PNUD de 2002 à 2006 pour faire bénéficier aux pays en développement de leurs expertises nationales expatriées, est illustratif des dynamiques de retour initiées par des organisations supranationales. Les dispositifs d'aides au retour prennent sens, dans cette volonté des pays du Nord de renforcer le développement économique des pays du sud à travers le retour des compétences. Les relations entre migrations et développement restent très complexes et les deux phénomènes s'auto-entretiennent de l'avis de Wihtol de Wenden Catherine (2010, p.10). Les politiques de retour encadrées ont connu un relatif échec, car la migration notamment celle du retour est souvent perçue comme «un instrument miracle du développement» (Ibid, 2010 p.10).

Au final, il apparaît que l'approche binaire attraction-répulsion, reste pertinent dans l'analyse de la migratoire du retour. Les déterminants du retour des diplômés relèvent autant de leur situation sociale dans les pays d'accueil, en l'occurrence la France, que des espoirs nourris d'une réinsertion socio-économique réussie au Sénégal. Il est aussi à relever que le concept de «Brain Gain» qui limiterait les effets négatifs de la perte de compétences pour les pays du sud est à nuancer. Les faibles mécanismes d'accompagnement des retours et la non-évaluation du nombre et des conditions de retour et de réinsertion économique des migrants, ne permettent pas de mesurer avec justesse les gains face aux pertes subies. Une étude sur une population cible plus importante permettrait cependant, d'avoir des résultats plus approfondis. Elle a permis cependant de mettre en évidence la dimension économique, sociale, mais aussi symbolique du retour des migrants, au niveau et collectif, comme révélatrice des enjeux de la migration internationale.

BIBLIOGRAPHIE

DAUM Christophe, (2006) « Le Citoyen et l'Étranger », *L'Homme et la société* /2 (n°160-161), p. 199-219, Cairn.info pour L'Harmattan, p 210

DIA Hamidou, (2015), le retour au pays des diplômés sénégalais: entre « développement » et entrepreneuriat privé, Presses Universitaires de France « Journal of international Mobility », 2015/1 N°3, p.115-128.

DIA Ibrahima Amadou, (2005), Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines: le cas du Sénégal ; Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien Nr. 8/2005, 5. Jg., pp 141-172.

CASSARINO Jean Pierre, Dir. (2007), Migrant de retour au Maghreb: réintégration et enjeu développement, sous la direction de, rapport général, 161p.

FLAHAUX Marie Laurence et KABBANDJI Lama, (2013) «l'encadrement des retours au Sénégal: logiques politiques et logiques de migrants», In Migrations Africaines : le codéveloppement en questions, Armand Colin, pp 241-280.

FLAHAUX Marie-Laurence, (2009), les migrations de retour et la réinsertion des sénégalais dans leur pays d'origine, Université catholique de Louvain école des sciences politiques et sociales, 135 p.

KABBANDJI Lama, Levatino Antonina et Fofu Ametepe (2013) «migrations internationales étudiantes ghanéennes et sénégalaise: caractéristiques et déterminants », cahier québécois de démographie, vol 42, n°2, pp. 303-333.

LEIB Julia, (2016) , «migration d'étudiants en Afrique de l'ouest: quels rôles pour les pôles universitaires régionaux? Perspectives des étudiants togolais au Sénégal», Mémoire de Master, p 237.

LEW Roland, (2000), l'émancipation sociale : ce qu'on en dit ; ce qu'on en fait. In: *L'Homme et la société*, N. 136-137, Figures de l' «auto-émancipation » sociale (II) pp. 9-27.

MARTINIELLO Marco, (2000), la citoyenneté à l'aube du 21^e siècle: questions et enjeux majeurs, p. 45.

NAIR Parvati, (2013), De retour dans le pays ? Questions ayant trait à la promotion de la réintégration des migrants, *Vol. L No. 3.*, p. 14.

PELLERIN Hélène, (2011), de la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 27 - n°2, pp. 57-75.

PIGUET Étienne, (2013), les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle, *Revue européenne des migrations internationales* vol. 29 - n°3, pp. 141-161.

RIDHA Ennafaa et SAEED Paivandi, (2008), le non-retour des étudiants étrangers: au delà de la «fuite des cerveaux», revue française de science sociale, pp 23-39.

TERRIER Eugénie, (2009) « Les migrations internationales pour études : facteurs de mobilité et inégalités Nord-Sud », L'Information géographique /4 (Vol. 73), p. 69-75.

WIHTOL de Wenden Catherine, (2010) La question migratoire au XXIe siècle: Migrants, réfugiés et relations internationales, Presses de Sciences Po, Paris, 2010, 263 p.

- **Atlas socio-économique des pays du monde 2015, Edition Larousse.**
- **www.campusfrance.org**
- **Politique nationale de la migration du Sénégal, Mars 2018.**